

Archipel France : les littoraux au cœur des pressions du siècle

Alain Blanchard, délégué général de l'Association nationale des élus des littoraux (Anel)

De l'Hexagone à la Corse, des Antilles à l'océan Indien, des côtes atlantiques à celles du Pacifique, les territoires littoraux forment un archipel vivant, uni par la mer, reflet des contrastes et des équilibres du pays. Là se joue une part décisive de l'avenir national. Cette conscience de vivre sur une ligne mouvante, entre la terre et l'eau, donne aux littoraux une intensité particulière, entre force et vulnérabilité. Sur ces rivages, la France affronte ses contradictions : concilier la protection de la nature, le dynamisme des territoires et l'attente de ceux qui y vivent.

Les littoraux avant-postes du changement climatique

Les littoraux ne sont pas les confins du territoire : ils en sont les avant-postes. Ce sont les premiers lieux où le changement climatique devient tangible, tant dans les chiffres que dans les vies. Le recul du trait de côte en témoigne chaque année davantage : des habitations fragilisées, des routes déplacées, des zones entières où la mer regagne du terrain. La France dispose d'un linéaire côtier de près de 20 000 kilomètres – 5 000 kilomètres en métropole et 15 000 kilomètres en Outre-mer – et d'une zone économique exclusive de plus de 11 millions de kilomètres carrés, la deuxième plus vaste au monde. Pourtant, un quart du linéaire côtier métropolitain est aujourd'hui directement menacé par l'érosion, et 1,5 million de personnes vivent déjà dans des zones exposées à l'aléa submersion. Ces réalités imposent de changer d'échelle et de rythme : anticiper plutôt que réparer, planifier plutôt que subir.

Selon le Cerema, environ 1 000 bâtiments pourraient être touchés par le recul du trait de côte d'ici 2028, pour une valeur vénale estimée à 240 millions d'euros. À l'horizon

2050, ce sont 5 200 logements et 1 400 locaux d'activité, représentant 1,2 milliard d'euros, qui pourraient être affectés. Derrière ces chiffres se jouent des destins humains, des emplois, des commerces, des patrimoines. Dans cet esprit, l'Association nationale des élus des littoraux appelle ainsi à la mise en place d'un fonds national d'adaptation au changement climatique, pérenne, équitable et fondé sur la solidarité nationale. Car ce qui se joue sur les rivages dépasse les frontières communales : c'est une responsabilité partagée, qui engage la Nation tout entière.

Une pression démographique source de fragilités

À cette contrainte environnementale s'ajoute une pression démographique et foncière de plus en plus forte. On compte aujourd'hui 265 habitants par kilomètre carré sur le littoral métropolitain soit 2,5 fois plus que la moyenne hexagonale, et la population y a augmenté de 42 % en soixante ans. Ces espaces concentrent également la moitié du tourisme national, avec 50 millions de visiteurs chaque année, soit un touriste sur deux en France. Cette attractivité, source de richesse, devient parfois une fragilité : les prix du logement s'envolent, les résidences secondaires se multiplient, et les habitants permanents peinent à se maintenir dans leur commune. Préserver les paysages, accueillir les activités, permettre aux habitants d'y vivre toute l'année : voilà les nouveaux équilibres à trouver pour que ces territoires restent vivants sans être défigurés.

Enfin, les pressions ne sont pas seulement foncières ou climatiques : elles touchent aussi les ressources vitales, à commencer par l'eau. Le phénomène de stress hydrique s'intensifie sur les façades littorales, où les besoins augmentent alors que la ressource se raréfie. Les nappes phréatiques y sont souvent fragiles, surexploitées en période estivale, et vulnérables à l'intrusion d'eau salée.

La qualité des eaux rejetées conditionne directement la santé des écosystèmes côtiers et l'attractivité touristique.



« On compte
aujourd'hui
265 habitants par
kilomètre carré
sur le littoral
métropolitain
soit 2,5 fois plus
que la moyenne
hexagonale.

Alain Blanchard

”

d'autres territoires devront imaginer demain. Ces défis dépassent les frontières administratives et concernent toutes les façades maritimes de la République. Des falaises de Normandie aux plages des Caraïbes, des lagons du Pacifique aux estuaires atlantiques, les mêmes pressions s'exercent : érosion, montée des eaux, conflits d'usages, tension foncière. Partout, les élus affrontent les mêmes dilemmes et inventent des réponses locales à une urgence commune. C'est tout le sens de l'archipel France : affirmer que les défis qui traversent nos littoraux forment un destin commun qui unit l'ensemble des territoires français.

approche. Face aux inondations récurrentes dues aux crues du fleuve très canalisé et aux risques de submersion marine, les acteurs locaux (collectivité, syndicat de rivière) ont élaboré collectivement, sous la coordination du Conservatoire du littoral depuis 2012, une stratégie d'adaptation autour d'une triple ambition : gérer les risques d'inondation en favorisant l'écoulement de la rivière vers la mer, restaurer les milieux humides et estuariens, et préserver les usages socio-économiques du territoire. Concrètement, cela se traduit par la relocalisation du camping situé dans la zone inondable, la création d'infrastructures d'assainissement adaptées et la reconnexion de la Saône à la mer pour restaurer les continuités écologiques et diminuer les risques d'inondation ou de submersion. La relocalisation du camping et les acquisitions foncières du Conservatoire du littoral ont permis de disposer de l'espace nécessaire à la reconnexion de la rivière à la mer, en cours. Ce projet, l'un des plus ambitieux en matière de recomposition spatiale littorale en France, montre qu'adapter un territoire aux risques actuels et aux effets prévisibles du changement climatique suppose du temps et une confiance partagée pour trans-

former ensemble la contrainte en opportunité, en inventant collectivement de nouveaux équilibres entre nature et activités humaines. Penser le littoral comme un bien commun implique de dépasser les logiques de court terme. Il ne s'agit pas seulement de protéger des espaces naturels, mais de repenser notre manière d'habiter, de préserver et de gérer ces territoires. Dans un monde en transition, le littoral devient un espace d'expérimentation où s'inventent de nouvelles formes de gouvernance partagée.

Penser le changement climatique non plus comme une menace, mais comme une opportunité pour réinventer notre relation au littoral.

Notes

1. « Chiffres clefs de la mer et du littoral – Édition 2024 », ministère de la Transition écologique, de l'Énergie et du Climat, 11 avril 2024.
2. Insee et SOeS, « L'observatoire du littoral : démographie et économie du littoral », 9 janvier 2029.
3. « Chiffres clefs de la mer et du littoral – Édition 2024 », ministère de la Transition écologique, de l'Énergie et du Climat, 11 avril 2024.
4. Collectif, « Summary for Policymakers », in *IPCC Special Report on the Ocean and Cryosphere in a Changing Climate*, IPCC, 2019.
5. Réseau national des observatoires du trait de côte : observatoires-littoral.developpement-durable.gouv.fr/.
6. Collectif, « Sea-level rise induced change in exposure of low-lying coastal land: implications for coastal conservation strategies », *Anthropocene Coasts*, no 7, 2024.
7. Programme de coopération territoriale européenne Interreg France-Wallonie-Vlaanderen.